



FRANCE

5 décembre : vers une mobilisation sans précédent des enseignants

Les syndicats annoncent 70 % de grévistes jeudi dans les écoles et 60 % dans les collèges et lycées. Une mobilisation « inédite », selon eux. Les enseignants craignent de voir chuter le montant de leur pension avec la réforme des retraites.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

C'est « inédit », lâche Francette Popineau, secrétaire générale du SNUipp-FSU, le principal syndicat de l'enseignement primaire : 70 % des professeurs des écoles seront en grève le 5 décembre, et 40 % des écoles seront fermées, selon son organisation. Le SNES-FSU, principal syndicat du second degré, annonce, lui, un taux de grévistes supérieur à 60 % dans les collèges et les lycées. Le ministère de l'Éducation doit divulguer ses prévisions ce mercredi matin pour les écoles.

La réforme des retraites inquiète les syndicats d'enseignants qui, avec l'aide de simulateurs, annoncent des pertes de niveaux de pension de l'ordre de 30 %. Ces outils agacent dans les rangs du gouvernement, où l'on explique qu'il est impossible d'avoir une évaluation juste alors que les critères de la réforme ne sont pas encore fixés et que des

garanties sont promises sur l'évolution des carrières. « *Le gouvernement nous a promis des simulations en janvier* », indiquait mardi soir Benoît Teste, futur secrétaire général de la FSU, à la sortie d'une réunion avec le ministère de l'Éducation et le haut-commissariat aux retraites.

« Pas de perdants »

« *Il ne faut pas que les enseignants soient les perdants* », insistait Jean-Michel Blanquer, lundi, sur RTL. Mais l'inquiétude est quasi mécanique, à entendre le haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye. « *Si nous appliquions le système sans correction, il y[aurait] une injustice pour le monde des enseignants* », affirmait-il récemment sur Franceinfo.

Pourquoi ? Les enseignants sont des cadres A de la fonction publique. Les cadres A non enseignants font toute leur carrière avec un niveau de prime moyen de l'ordre de 30 %, alors qu'il n'est

que de 9 % en moyenne pour les enseignants. « *Et pourtant, à la fin de votre carrière, vous touchez la même retraite*, ajoutait Jean-Paul Delevoye. *Sauf que l'un, l'enseignant, pendant toute sa carrière, a touché 20 % de salaire en moins.* » Il faut donc « *corriger [cette] injustice* » et réfléchir aux « *mesures d'accompagnement qui permettent de pouvoir revaloriser les salaires et peut-être de repenser [...] l'école du XXI^e siècle* ».

Le problème, c'est que ces corrections et ces mesures d'accompagnement ne sont pas connues. Les syndicats craignent que pour gagner plus, on leur demande de travailler plus. Le discours d'Emmanuel Macron à Rodez, début octobre, avait fait l'effet d'une douche froide. « *Si je voulais revaloriser, c'est 10 milliards*, avait lancé le chef de l'État. *On ne peut pas mettre 10 milliards demain, c'est vos impôts.* » Il faut, assurait-il, « *que la carrière progresse davantage* » et paie « *mieux* » mais « *du*

coup, parce qu'on paie mieux, peut-être on change aussi le temps de travail et la relation au travail ». Les enseignants pourraient travailler « hors du temps scolaire », avait-il ajouté, souhaitant « qu'on regarde aussi les périodes de vacances par rapport aux autres ». Ces propos sont dans toutes les têtes.

La retraite moyenne pour l'ensemble des enseignants est de 2.490 euros brut par mois (2.587 pour le second degré et 2.394 pour les professeurs des écoles).

Mardi, les discussions entre syndicats, ministère de l'Éducation et haut-commissariat aux retraites ont abordé la mise en place de la transition vers le nouveau système pour 2025 : elle pourrait se faire à l'échelon supérieur, pour prendre en compte la carrière que les enseignants auraient pu faire dans l'ancien système. « C'est du rafistolage qui ne compensera pas notre rejet des attendus de la réforme », balaie Benoît Teste, futur secrétaire général de la FSU. ■

Le discours d'Emmanuel Macron à Rodez, début octobre, avait fait l'effet d'une douche froide.



Selon le SNUipp-FSU, le principal syndicat de l'enseignement primaire, 70 % des professeurs des écoles seront en grève le 5 décembre. Photo Laurent Cerino/RÉA